
CONDITIONS GENERALES DE SERVICES

1. Les présentes conditions générales sont émises par l'entreprise de Monsieur Maxime HICTER, MH CONSULT (ci-après « MH CONSULT ») dont le siège social est situé à 4300 WAREMME, Allée du long pré, 30 et qui est inscrite à la B.C.E. sous le numéro BE 0524739019.

MH CONSULT est spécialisée dans :

- L'assistance technique en informatique ;
- Le développement informatique ;
- Le développement de solutions globales adaptées à votre entreprise ;

2. MH CONSULT effectue les prestations au profit de ses clients sur base des présentes conditions générales.

Les dérogations aux présentes conditions générales ne s'appliquent que dans le cas où des accords particuliers et écrits seraient conclus avec cette dernière.

3. En signant le bon de commande ou la convention ou en acceptant la confirmation de la commande, le cocontractant reconnaît expressément avoir pris connaissance des présentes conditions générales. En cas de contradictions entre les présentes conditions et les conditions du cocontractant, les présentes conditions prévaudront.

Dans l'hypothèse où la commande s'effectue en ligne, la confirmation de la commande entraîne acceptation des présentes conditions de vente. Par la confirmation, le cocontractant reconnaît avoir parfaitement pris connaissance des présentes. De même, il accepte que celles-ci prévalent par rapport à d'autres conditions générales.

Sauf indication contraire, les offres et/ou devis proposés par MH CONSULT ont une durée limitée à 5 jours à dater de leur émission.

4. Aucune commande n'engagera la responsabilité de MH CONSULT que pour autant que la commande ait été confirmée par écrit de sa part, y compris sous format électronique.
5. Le Client devra informer MH CONSULT de toute modification dans le traitement et l'exécution du contrat scellé via la commande.
6. La souscription aux services de MH CONSULT s'effectue via un contrat scellé (commande avec acceptation) avec le client.

7. En cas d'annulation unilatérale d'une commande par le cocontractant, nous nous réservons le droit d'exiger une indemnité égale à 30% du montant total de la commande.
8. Sauf disposition expresse et écrite contraire scellée par les parties, les délais repris sur le bon de commande ou le contrat ne sont qu'indicatif.

MH CONSULT prend toutes les dispositions possibles pour respecter les délais impératifs d'exécution des prestations.

En tout état de cause, MH CONSULT ne peut être tenu responsable pour les éventuels retards qui seraient constatés dans les cas suivants :

- Les cas de force majeure (en ce compris, notamment, les grèves, incidents d'ordre technique, retard du fournisseur et pénurie de main-d'œuvre) ;
- Si les conditions de paiement ne sont pas respectées ;
- Si des changements sont décidés par le client en cours de travail.
- Si le client ne nous fournit pas les informations souhaitées endéans le délai spécifié

Cette liste n'est toutefois pas exhaustive.

De façon générale, les prestations de services constituent une obligation de moyen et non de résultat.

9. En tout état de cause, la responsabilité de MH CONSULT ne peut être engagée en cas d'absence ou de retard de paiement du client à des services ou produits de tiers. Dans l'hypothèse où les services de MH CONSULT accuseraient un retard dans leur exécution ou ne pourrait être exécuté en raison d'un problème lié à ce services ou services de tiers, la responsabilité de MH CONSULT ne pourra être mise en cause.
10. Tout au long de la relation contractuelle, les modifications du bon de commande ou d'une offre par le client devront être acceptées expressément et par écrit par MH CONSULT.
11. De façon générale, les éventuelles marchandises doivent être retirées au siège social de MH CONSULT.

Les marchandises demeurent la propriété de MH CONSULT et ce, jusqu'à parfait et complet paiement.

Toutefois, les risques liés aux marchandises sont à charge du cocontractant. Les marchandises doivent, sauf stipulations expresses, être enlevées au siège de MH CONSULT

12. En cas de livraison et de transport de marchandises, le choix du moyen de transport appartient à MH CONSULT. Les risques et les frais relatifs au transport des marchandises incombent au cocontractant sauf à démontrer un dol ou une faute lourde de la part de MH CONSULT ou d'un de ses préposés.

En tout état de cause, la livraison devra s'effectuer au domicile du cocontractant ou dans un lieu de livraison le plus proche de ce dernier.

Le cocontractant met tout en œuvre pour faciliter la livraison du bien commandé. Notamment, il doit assurer l'accessibilité du camion de livraison, le chemin à emprunter doit être carrossable et il doit pouvoir supporter la charge et le poids du camion de livraison.

Aucune réclamation ne pourra être formulée dans le cas où le camion de livraison engendrerait un dommage au chemin emprunté.

13. En cas de réclamations pour dol ou faute lourde, celles-ci doivent être stipulées par écrit immédiatement lors de leurs constatations et au plus tard endéans les 48 heures à dater de celles-ci.
14. Le prix s'entend hors T.V.A. et en euros et ce, sauf stipulation contraire.

Les prestations réalisées par MH CONSULT font l'objet de factures.

Dans l'hypothèse de l'envoi d'une facture, les paiements doivent être effectués dans les quinze jours de l'envoi de la facture et sont immédiatement exigibles, et ce sans mise en demeure préalable (loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement, également applicable aux consommateurs).

15. Passé ce délai, MH CONSULT se réserve le droit de réclamer les intérêts de retard (loi du 2 août 2002 précitée et ses arrêtés royaux d'application, également applicable aux consommateurs) de 12 % l'an et de conserver l'éventuel acompte déposé par le client.

MH CONSULT exercera une exception d'inexécution pour les autres demandes de prestations commandées dans le cas de factures en souffrance.

16. En cas de non-paiement, le contrat entre MH CONSULT et le client est résilié de plein droit et ce, sans mise en demeure préalable.
17. En cas de retard de paiement dans les délais susmentionnés, le client sera redevable immédiatement d'une indemnité équivalente à 15% de la facture litigieuse ou de la somme totale due en principal, intérêts et frais avec un minimum de 150 € d'indemnité.

18. Les prix et frais liés à la prestation de services peuvent subir des variations dues aux changements de prix/ frais de nos partenaires. Ces modifications peuvent être répercutées au client sans avis préalable.

De même, les prix et frais peuvent être modifiés sans avis préalable en cas de cas fortuit, force majeure ou catastrophes, et calamités naturelles.

19. Les logiciels que nous proposons demeurent la propriété des éditeurs. Seule une licence d'utilisation est accordée. L'utilisateur ne pourra sous quelque forme que ce soit, les céder, les concéder, les mettre en gage, les communiquer ou les prêter à titre onéreux ou à titre gratuit. Il maintiendra les mentions de propriété portées sur les supports magnétiques et les manuels et veillera à la confidentialité des logiciels.

20. Notre responsabilité ne pourra en aucun cas être engagée pour les conséquences de l'utilisation des marchandises (tant Hardware que Software) que nous avons vendues, qu'il s'agisse de dommages directs ou indirects, d'accidents, de dommages à des biens distinctifs de notre matériel, de pertes de bénéfice ou de manque à gagner, de dommages provenant ou à provenir d'une détérioration ou de pertes des données enregistrées par l'utilisateur, de dommages résultant d'une mise en inactivité totale ou partielle, ou d'autres dommages. Si notre responsabilité était retenue à la suite de l'inexécution ou la mauvaise exécution de notre contrat, le total des indemnités ne pourrait, de convention expresse, dépasser un montant égal à 10 % du montant du matériel qui est à l'origine du dommage.

21. Le traitement de données à caractère personnel peut être nécessaire pour l'exécution du contrat scellé entre les parties.

Le consentement du client sera expressément recueilli dans le respect des législations en la matière.

Lorsque vous accédez au site, les serveurs consultés collectent automatiquement les données suivantes :

- L'adresse IP qui vous est attribuée lors de votre connexion ;
- La date et l'heure d'accès au site ;
- Les pages consultées ;
- Le type de navigateur (browser) utilisé ;
- La plate-forme et/ou le système d'exploitation installé sur le PC ;
- Le moteur de recherche ainsi que les mots-clés utilisés pour retrouver le site.

Ces informations ne sont conservées qu'à la seule fin de mesurer le nombre de visiteurs dans les différentes sections du site et d'y apporter des améliorations.

22. Dans le but de faciliter votre navigation sur notre site ainsi que d'optimiser la gestion technique, ce site internet peut être occasionnellement amenée à utiliser des "cookies".

Un "cookie" est une petite pièce d'information sauvegardée par un site web au sein du navigateur Internet de votre ordinateur. Ce "cookie" peut être récupéré lors d'une visite ultérieure sur ce même site. Le "cookie" ne peut être lu par un autre site web que celui qui l'a créé. Le site utilise les "cookies" à des fins administratives pour, par exemple, enregistrer vos préférences pour certains types d'informations, ce qui vous évitera de devoir répéter les mêmes saisies au clavier lors de chaque visite à notre site.

La plupart des "cookies" ne fonctionnent que le temps d'une session ou visite. Aucun d'entre eux ne contient d'informations vous rendant susceptible de pouvoir être contacté par téléphone, courrier électronique ou postal. Il vous est également possible de configurer votre navigateur pour vous informer lors de chaque création de "cookie" ou pour empêcher leur enregistrement.

23. Les droits de propriété intellectuelle de MH CONSULT (Maxime HICTER) ne sont en aucun cas concédés au cocontractant et demeurent la propriété de MH CONSULT (Maxime HICTER).
24. En cas de litiges dans l'interprétation ou l'exécution des présentes, les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de LIEGE sont compétents.

Le droit applicable est le droit belge.

La langue utilisée pour les relations avec le client, ainsi que pour la procédure sera le français.

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs clauses insérées dans les présentes ou dans une convention/ stipulation particulière, seraient nulles, illégales ou non valides, les autres clauses restent valables intégralement.